

La racine humaine de la crise écologique

« Nous possédons trop de moyens pour des fins rachitiques et limitées. »¹ Ainsi le Pape François souligne-t-il le décalage entre la pauvreté de nos délibérations sur les fins et notre focalisation sur les moyens, notamment technologiques et financiers, destinés à assurer au plus grand nombre une meilleure qualité de vie, un bien-être partagé. Or nous sommes amenés à critiquer le modèle ultra-carboné qui a soutenu le développement de nos sociétés depuis deux siècles. Cette remise en cause est douloureuse parce que, précisément, elle n'implique pas seulement une révision technique et superficielle de nos modes de production et de consommation, mais engage une exploration des fondements anthropologiques, ontologiques et spirituels de nos sociétés en vue d'une transformation profonde de nos modes de vie. L'encyclique nous donne des pistes pour vivre cet examen de conscience planétaire comme une bonne nouvelle, comme une heureuse exigence et pas comme un fardeau insoutenable.

Je choisis trois axes d'analyse, qui traversent l'encyclique, en vue de réviser nos pratiques économiques libérales, en m'appuyant également tant sur des recherches menées depuis douze ans dans plusieurs pays (Nigéria, Indonésie, Mexique, Inde..) pour étudier différents projets industriels, que sur mon expérience d'enseignement en éthique sociale dans différentes 'grandes écoles' et universités. Ces trois axes peuvent être formulés sous l'angle de passages à accomplir :

- D'un anthropocentrisme déviant à une anthropologie relationnelle
- D'un discours gagnant-gagnant à une interprétation (et une praxis) collective des biens communs
- D'une globalisation financière à une créativité solidaire

D'un anthropocentrisme déviant à une anthropologie relationnelle

Il s'agit, tout d'abord, de passer d'un 'anthropocentrisme déviant'² à une anthropologie relationnelle : il nous faut remettre en cause l'idée moderne que nous devons nous comporter comme « maîtres et possesseurs de la nature » (Descartes), une nature qui serait supposée fournir des ressources naturelles en quantité inépuisable à l'être humain – « puisqu'il en reste toujours assez et d'aussi bonne qualité, et même plus qu'il n'en faut à un homme qui ne se trouve pas pourvu » disait avec optimisme John Locke, dans le cadre d'une société essentiellement agraire³. A cette conception d'une nature disponible, exploitable, extérieure à nous et manipulable à volonté, mais destinée à tous, s'est ajoutée l'idée que nos modèles économiques industrialisés doivent viser une augmentation indéfinie de la richesse produite, en vue de la distribuer à une population de plus en plus nombreuse et

¹ Pape François, Encyclique *Laudato si'*. *Pour la sauvegarde de la maison commune*, n°203.

² Ibid. n°69.

³ John Locke, *Traité du gouvernement civil*, 1690, n°33.

détentrice de besoins supposés infinis ; ce processus engendre des dégradations, au plan social et environnemental, qu'il faut concevoir comme des maux nécessaires. Ce raisonnement libéral s'avère criminel : « C'est la même logique qui pousse à l'exploitation sexuelle des enfants ou à l'abandon des personnes âgées qui ne servent pas des intérêts personnels. C'est aussi la logique intérieure de celui qui dit : 'Laissons les forces invisibles du marché réguler l'économie, parce que ses impacts sur la société et sur la nature sont des dommages inévitables'. »⁴ Le Pape parle de 'culture du déchet', cette culture du consumérisme égocentré et du productivisme effréné qui prend racine dans un relativisme moral : celui-ci tend à justifier des comportements et des moyens mortifères au regard de leurs conséquences positives pour une partie de la population.

L'issue ne réside pas dans les seuls projets politiques et la force de la loi qui, même s'ils sont nécessaires, n'y suffiront pas, mais bien dans une conversion du regard, dans un changement de paradigme, dans la reconnaissance de la primauté des relations qui unissent les êtres humains entre eux et avec leur milieu de vie. Il s'agit donc de considérer la qualité des relations, ce que nous pouvons appeler le lien social et écologique, comme le critère à partir duquel juger de la pertinence de nos modèles économiques.

D'un discours gagnant-gagnant à une interprétation (et une praxis) collective des biens communs

De cette perspective résulte une inversion de la logique dominante, pour passer du discours gagnant-gagnant à une interprétation collective des biens communs. Rappelons les travaux effectués par Gaël Giraud avec le laboratoire The Shift Project qui montrent comment depuis 70 ans, dans les pays de l'OCDE, l'augmentation du PIB par habitant a été adossée pour les deux tiers à l'augmentation de la consommation énergétique par habitant⁵. Ceci manifeste comment notre modèle de croissance est à la fois impossible à tenir, et insoutenable, compte tenu des exigences de diminution de l'usage d'énergies fossiles pour limiter le changement climatique. Le discours dominant consiste à promouvoir l'idée que sont aisément conciliables les objectifs économiques, sociaux et environnementaux – c'est cette rhétorique qui est fréquemment mobilisée par les acteurs économiques et politiques à propos des piliers du développement durable. Or, nous dit le Pape, « il ne suffit pas de concilier, en un juste milieu, la protection de la nature et le profit financier, ou la préservation de l'environnement et le progrès. Sur ces questions, les justes milieux retardent seulement un peu l'effondrement. Il s'agit simplement de redéfinir le progrès. Un développement technologique et économique qui ne laisse pas un monde meilleur et une qualité de vie intégralement supérieure ne peut pas être considéré comme un progrès. D'autre part, la qualité réelle de vie des personnes diminue souvent – à cause de la détérioration de l'environnement, de la mauvaise qualité des produits alimentaires eux-

⁴ Pape François, Encyclique *Laudato si'*, n°123.

⁵ Gaël Giraud, Zeynep Kahraman. "How Dependent is Growth from Primary Energy? The Dependency ratio of Energy in 33 Countries (1970-2011) ». Documents de travail du Centre d'Economie de la Sorbonne 2014.97.

mêmes ou de l'épuisement de certaines ressources – dans un contexte de croissance économique. Dans ce cadre, le discours de la croissance durable devient souvent un moyen de distraction et de justification qui enferme les valeurs du discours écologique dans la logique des finances et de la technocratie ; la responsabilité sociale et environnementale des entreprises se réduit d'ordinaire à une série d'actions de marketing et d'image. »⁶

Si la qualité de vie, la qualité du lien social et écologique, est la finalité, alors les modèles économiques doivent être profondément revus, dès leur conception. Il n'est pas suffisant de considérer, sous l'angle d'une justice distributive, qu'il s'agit d'augmenter la taille du gâteau collectif afin d'en répartir les parts, il faut considérer la possibilité de renoncer à des projets qui s'avèrent destructeurs de la cohésion sociale et des écosystèmes. Ceci n'est possible qu'en ayant recours à une démarche participative, ascendante, permettant aux personnes et aux groupes, aux sociétés politiques concernées par les effets des activités économiques envisagées, de délibérer sur le sens des biens sociaux au sein de leur société, en prenant en compte les effets plus lointains dans l'espace et dans le temps.

Le Pape insiste sur l'importance des études d'impact en soulignant combien celles-ci ne peuvent se limiter à des mesures d'experts mais doivent favoriser une implication des populations concernées. Soulignons combien cette perspective est importante alors que les institutions internationales, les bailleurs de fonds, les Etats, peuvent avoir tendance à chercher à améliorer des conditions de vie des populations dans une logique d'impact à court terme, en utilisant des méthodologies d'évaluation (comme la randomisation) parfois fondées sur une anthropologie pauvre et sur une approche surplombante et descendante du développement. Une conception relationnelle de la personne invite à considérer la façon dont chacun accroît ses capacités d'affiliation, de raisonnement éthique, de contrôle sur son environnement. L'approche dite des capacités, initiée par le prix Nobel d'économie Amartya Sen et la philosophe Martha Nussbaum⁷, enrichie et promue par de nombreux chercheurs en sciences sociales à travers le monde, est tout à fait en phase avec une telle perspective qui vise à définir les conditions institutionnelles d'un déploiement par chaque personne et chaque communauté, en relation à d'autres, de ses capacités à faire et à être.

D'une globalisation financière à une créativité solidaire

La conception du développement humain qui vient d'être esquissée implique de considérer bien d'autres sphères de l'existence que la seule sphère du marché, pour déterminer les conditions d'une vie pleinement humaine. Nous pouvons développer une créativité immense au service de nouveaux projets politiques dans lesquels soit recherché le bien commun, entendu comme la vie bonne (le *buen vivir* qui ne saurait s'identifier au seul bien-être matériel) et comme l'ensemble des biens auxquels tout être humain doit avoir accès comme condition d'une vie digne. Dans différentes interventions, le Pape a mentionné les trois T (un toit, une terre, un travail 'libre, créatif, participatif et solidaire') ainsi que la liberté de

⁶ Ibid. n°194.

⁷ Martha Nussbaum, *Femmes et développement humain*, 2000, Editions Antoinette Fouque, 2008.

conscience et les autres droits civiques, et des dimensions centrales comme « l'accès à l'éducation, à la santé, à l'innovation, aux manifestations artistiques et culturelles, à la communication, aux sports et au loisir »⁸. Cette perspective implique de s'interroger sur les façons créatives d'envisager des modes de financement et des projets de développement qui favorisent ces capacités humaines fondamentales. Soulignons trois défis à relever afin de transformer l'essai, dans le prolongement de l'accord de Paris de décembre 2015 : le premier concerne la question du financement de la transition énergétique, le deuxième le rôle des Etats et des entreprises, le troisième les enjeux éducatifs, relatifs notamment à une transformation des enseignements en matière économique et financière.

Concernant le financement, il s'agit de considérer comment réorienter les moyens gigantesques de financement à notre disposition en vue de modèles économiques faiblement carbonés. Selon les estimations du rapport Stern-Calderon de 2014, 93 trillions de dollars sont nécessaires pour financer la transition au niveau mondial entre 2015 et 2030. Or les compagnies d'assurance et les fonds de pension gèrent une épargne de 100 trillions de dollars ; cette épargne est mal orientée dans la mesure où elle sert à alimenter des bulles spéculatives et à enrichir des actionnaires voraces, mais elle pourrait être destinée à financer des investissements dans les infrastructures bas-carbone dans les pays du Sud, et d'autres projets relatifs à un développement soutenable. Ceci suppose une volonté politique des Etats favorisant la mobilisation de capitaux aussi bien publics que privés, et la lutte contre les pratiques financières socialement et écologiquement dommageables⁹.

Il en résulte donc, et c'est le deuxième défi, une nécessaire collaboration entre Etats et entre Etats et entreprises, pour passer de certaines « associations de malfaiteurs » à des coopérations au service des biens communs mondiaux. Les engagements actuels sont en demi-teinte, et la rhétorique gagnant-gagnant à court terme masque aisément les rapports de force et les contradictions de nos modèles¹⁰. Face aux inerties et à la compétition vers le bas en matière sociale, environnementale et fiscale, des régulations internationales sont nécessaires, aussi bien que des décisions des Etats souverains. Soulignons les progrès concernant le *reporting* pays par pays de la part des grandes entreprises (pour qu'elles rendent publics les données relatives à la richesse créée dans les différents pays où elles opèrent), la progression de la conscience d'une obligation de vigilance des entreprises à l'échelle internationale vis-à-vis des violations des droits humains et de la destruction de l'environnement dans leur sphère d'influence, le renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale. Néanmoins face aux collusions entre élites cosmopolites pour maintenir le *statu quo*, la question d'une mobilisation sociale des populations se pose avec force afin d'aiguillonner les décideurs pour un partage plus juste des richesses. Les écarts se creusent chaque année entre les plus riches, les personnes mobiles et connectées des métropoles, et ceux qui, dans

⁸ Pape François, 9 juillet 2015, Discours aux participants de la deuxième rencontre mondiale des mouvements populaires (Bolivie). Documentation Catholique, n°2520 octobre 2015, p.81.

⁹ Alain Grandjean et Mireille Martini, *Financer la transition énergétique*, Editions de l'Atelier, 2016.

¹⁰ Frédéric Baule, Xavier Becquey, Cécile Renouard, *L'entreprise au défi du climat*, Editions de l'Atelier, 2015.

les bidonvilles ou les zones rurales enclavées, sont laissées à l'écart de la globalisation financière et qui sont aussi les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Les mesures prises pour l'instant dans le prolongement de la COP 21, ne sont pas suffisantes pour réduire ces inégalités et rendre les perdants moins perdants... Les accords commerciaux internationaux ont tendance à donner des garanties aux investisseurs privés sans rendre contraignantes les clauses sociales et environnementales en vue d'un développement soutenable, au déni de processus démocratiques.

Pour résister à l'usage irraisonné de la violence tout en favorisant une lutte sociale déterminée, l'éducation collective est nécessaire, à tous les niveaux. Beaucoup reste à faire pour donner à chacun les moyens d'une critique sociale interne, à l'intérieur de son pays. Beaucoup reste à faire pour réviser nos manières de réfléchir, pour transformer les cursus en économie, finance, management et gestion, pour démonter les contradictions internes de la théorie néoclassique encore dominante et pour favoriser des modèles économiques sobres et solidaires¹¹. De nombreux d'étudiants que je rencontre expriment leur frustration à l'égard de formations qui sont en décalage par rapport à la gravité des enjeux et qui continuent à les formater comme s'il était possible de continuer le 'business as usual', avec quelques petits accommodements à la marge. Les cursus actuels continuent à transmettre la fiction de *l'homo economicus* détenteur de désirs et besoins infinis et maximisateur de son intérêt privé, à former aux techniques de finance de marché comme si la crise des subprimes n'avait pas eu lieu, à enseigner la comptabilité sans proposer une réflexion critique sur les normes comptables internationales et le besoin de comptabiliser la nature autrement que comme un actif que l'on peut piller et épuiser à sa guise, etc.

Beaucoup de propositions existent en vue d'une autre création et d'un autre partage de la valeur économique créée ; encore faut-il les intégrer dans des parcours cohérents avec les finalités de la transition écologique. Lorsqu'un banquier responsable des critères d'évaluation extra-financière souligne, à propos de l'inertie des investisseurs vis-à-vis de l'intégration plus volontariste des engagements de la COP21 dans leurs critères, que le milieu des banques est un 'monde de moutons' ; lorsqu'un directeur de grande école souligne que, certes, les cursus actuels nous font aller dans le mur, mais qu'il y a des contraintes liées au classement de Shanghai qui empêchent de faire des choix radicaux, on mesure le courage – et la ruse - nécessaire pour faire bouger les lignes. Ce courage s'origine dans une capacité de recul critique aussi bien que dans l'aptitude à s'engager sur des chemins sans garantie – et pour cela, il est l'expression d'une assurance intérieure, d'une vie spirituelle (conçue comme ouverture à l'altérité et puissance d'inspirer¹²).

¹¹ Cécile Renouard, *Ethique et entreprise*, Editions de l'Atelier, 2015.

¹² Cécile Renouard, « Vie spirituelle et transition écologique », *Etudes*, juillet-août 2016, p.31-42.

Puiser dans nos ressources éthiques et spirituelles

Des ressources éthiques et spirituelles nombreuses sont disponibles en vue de favoriser une créativité collective au service du lien social et écologique, du bien commun. Le Sommet des Consciences organisé début novembre à Rabat, avant la COP 22, en présence du roi du Maroc, qui fait suite à celui qui eut lieu en juillet 2015 à Paris, avant la COP 21, exprime la reconnaissance, par de nombreux dirigeants, de la nécessité de puiser collectivement dans nos traditions spirituelles et religieuses, pour favoriser un nouvel élan intérieur, pour en faire le moteur de nouvelles trajectoires. Ces ressources offertes par les traditions religieuses et spirituelles de l'humanité sont à la fois critiques, symboliques et pratiques : critiques, en tant qu'elles invitent à remettre en cause la doxa économique, comme le discours du 'juste milieu' ; symboliques, en tant qu'elles favorisent l'émergence de nouveaux récits collectifs inspirateurs de projets de société ; et pratiques, en tant qu'elles dessinent des chemins divers d'action sociale, économique et politique, marqués par un style relationnel commun. C'est sans doute la grandeur du christianisme d'être à la fois une des traditions religieuses à la recherche d'une éthique ajustée à l'écologie et 'la' tradition intégrative, qui autorise, de l'intérieur d'elle-même, par le dessaisissement constitutif qui la caractérise, toutes les autres à exister, pourvu qu'elles conduisent à une éthique responsable.